

transform!

Réseau européen pour une pensée
alternative et un dialogue politique

EuroMemorandum 2014

L'approfondissement des divisions en Europe et la nécessité d'une alternative radicale aux politiques de l'UE

Par Walter Baier - 23 janvier 2014

2014 sera une année cruciale pour le développement de l'Union européenne. Les élections pour le Parlement européen qui auront lieu en mai permettront aux populations européennes de dire ce qu'ils pensent des politiques utilisées par l'Union européenne pour réagir à la crise.

Ce que traduisent les chiffres objectifs est très clair et on ne peut pas se tromper : les politiques d'austérité inspirées par une approche néo-classique ont provoqué une polarisation sociale exacerbée en Europe, au sein des sociétés ainsi qu'entre les Etats. Nous vivons une Europe dans laquelle non seulement le nombre de chômeurs est en forte hausse, mais aussi où la pauvreté et l'insécurité se répandent et où le fossé se creuse davantage entre les pauvres et les riches. C'est aussi une Europe dans laquelle une hiérarchie insupportable se manifeste entre les Etats membres de l'Union européenne. Dans le sud de l'Europe, la crise a eu des effets particulièrement drastiques, mettant des sociétés au bord d'une catastrophe humanitaire.

Une Europe défigurée par cette inégalité sociale scandaleuse et une distribution asymétrique ne peut pas marcher.

On peut constater les conséquences politiques de ces évolutions dans tous les pays, malgré des formes différentes : l'augmentation de la désillusion à l'égard du processus d'intégration européenne s'accompagne d'un ébranlement de la confiance dans la démocratie en général et en sa capacité à garantir le contrôle social des processus économiques.

Ainsi, l'Europe se trouve à la croisée des chemins. Ce que nous constatons aujourd'hui est une crise de confiance entre les principales catégories de population et les institutions. Mettre fin à l'intégration européenne ne signifierait pas seulement l'abandon de l'idée qu'il existe une issue, mais aussi ferait surgir le danger de nouvelles rivalités nationalistes aiguës. Le retour en arrière des consciences 100 ans après le déclenchement de la Première Guerre mondiale est loin d'être sans importance.

Pourtant, l'intégration européenne ainsi que les politiques des gouvernements des Etats membres exigent un changement d'orientation afin d'accorder la priorité aux questions de la démocratie et aux questions sociales telles qu'elles sont présentes dans l'EuroMemorandum de 2014, disponible dès maintenant. L'EuroMemo est édité par le groupe des *économistes européens pour une politique économique alternative* et est soutenu par plus de 300 économistes.

Comme l'année dernière, transform! europe s'est chargé de l'édition des versions imprimées de l'EuroMemo en anglais, français, grec et allemand.

Nous espérons non seulement apporter une contribution utile au débat européen sur les alternatives sociales, économiques et écologiques, mais aussi contribuer à l'élaboration d'un vaste mouvement politique pour une autre Europe et un changement du rapport de force en sa faveur.

Pour commander la brochure, vous pouvez nous contacter par e-mail :

Version anglaise : info@euromemo.eu

Version française : espaces_Marx@internatif.org (Espaces Marx)

Version allemande : redaktion@sozialismus.de (Sozialismus)

Version numérique grecque : info@poulantzas.gr (Nicos Poulantzas Institute)

Loi sur l'avortement en Espagne : le retour du franquisme

Par Adoration Guamán

Marga Ferré - 27 janvier 2014

L'interruption volontaire de grossesse est un droit longtemps refusé aux femmes en Espagne. À l'exception d'une courte période au cours de la deuxième République espagnole, l'avortement représentait un crime jusqu'en 2010. Maintenant l'avortement sera de nouveau criminalisé.

En 1985, l'avortement a été dépenalisé pour trois situations différentes. Mais seule la loi en vigueur aujourd'hui, datant de l'année 2010, a légalisé l'avortement volontaire jusqu'à la quatorzième semaine de grossesse et a offert des possibilités supplémentaires et plus longues pour certaines indications relatives à la santé de la mère ou du fœtus. Cette loi initiée par le gouvernement du PSOE reconnaît le droit des femmes entre 16 et 18 ans de se faire avorter sans le consentement de leurs parents. Même si la réglementation de l'année 2010 est encore considérée comme insuffisante par le mouvement des femmes, elle a rencontré l'approbation de la grande majorité de la population.

Le *Partido Popular* a fait appel à la cour constitutionnelle au sujet de cette réglementation, affaire qui n'a pas été jugée jusqu'à ce jour. La conférence des évêques espagnols, le mouvement de *Pro -Vida* et plusieurs autres organisations telles que *Foro español de la familia* étaient strictement opposés à cette loi, préconisant une « tolérance zéro à l'égard de l'avortement » (*aborto cero*). Une des conséquences de la loi sur l'avortement de 2010 avait

été qu'il n'y avait eu non seulement aucune augmentation du nombre d'avortements, mais que, par rapport à 2011, le nombre d'avortements a diminué en 2012.

Dans leur programme électoral, sur la base duquel il a remporté les élections législatives de 2012, le *Partido Popular* a déclaré sa volonté de changer la loi sur l'avortement, sans toutefois entrer dans les détails. Bien que le changement de la loi ait déjà été annoncé au début du gouvernement dirigé par le président Rajoy, le ministre de la Justice Gallardón a attendu la fin de la première moitié de la législature, pour le mettre en route. La nouvelle loi en projet criminalise l'avortement et prévoit des peines de prison et l'interdiction d'exercer leur profession pour les personnels effectuant des avortements. Dans ce scénario, les femmes sont toujours victimes et soumises au contrôle des médecins, des psychologues, des juges et des parents qui se chargent de « prendre les bonnes décisions » pour leur corps, une conception qui les stigmatise et les handicape.

Conformément à la loi appelée « loi Gallardón » (*Ley Gallardón*) d'après l'actuel ministre de la Justice, l'avortement n'est légal que dans deux cas : quand il y a un grand danger pour la vie ou la santé physique ou mentale de la femme enceinte, à condition que l'avortement ait lieu au cours des 22 premières semaines de grossesse et après expertise de deux médecins indépendants. Ces médecins ne sont pas autorisés à travailler dans la clinique où l'avortement doit être effectué. En cas de viol, l'avortement n'est pas illégal à condition d'être effectué au cours des douze premières semaines de grossesse. Pour ces deux indications, les femmes se voient refuser le droit de décider de leur propre corps et sont traitées comme des mineures. Pour prendre leurs décisions, une « période de réflexion » de sept jours leur est accordée, après avoir reçu « informations et conseils ». Cette réglementation de l'avortement, qui est très proche de la tolérance zéro, est associée à la criminalisation de l'avortement par des procédures et des conditions qui rendent impossible l'avortement pour les mineures ou en refusent le droit pour des raisons de conscience, qui ne s'appliquent pas seulement aux médecins mais aussi à l'ensemble du personnel hospitalier impliqué dans la réalisation de l'avortement.

La sévérité de la réglementation a souvent été critiquée, non seulement par la gauche politique et sociale en Espagne et à l'étranger et par les associations professionnelles médicales, mais aussi par la droite et même au sein du *Partido Popular* lui-même, où dans les débats internes du parti toutes les critiques sont réduites au silence. Au Parlement européen, le groupe GUE / NGL a lancé une déclaration contre cette réglementation, qui a été signée par 295 députés, tandis qu'en Espagne, les partis PSOE, IU, BNG, *Amair* et *Nafarroa Bai* ont signé un accord conjoint avec 200 organisations de défense des droits des femmes pour refuser la réforme de la loi sur l'avortement.

Au cas où cette réglementation serait adoptée, les conséquences seraient désastreuses pour les droits des femmes. Il est évident que ce serait un retour à l'époque de la dictature, en ce qui concerne les libertés civiles ainsi que le respect du droit à la santé. Alors que nous n'oublions pas que, avant la loi sur l'avortement en vigueur actuellement, on enregistrait en 2010 environ 113 000 avortements, nous savons que, dans une situation aussi répressive, un avortement illégal devient souvent la seule issue. Cette issue est une menace pour la vie des femmes de la classe populaire qui ne peuvent pas se permettre d'aller se faire avorter dans d'autres pays.

Le *Partido Popular*, en général, et leur ministre, Gallardón, en particulier, utilisent l'avortement pour éviter de perdre le soutien de l'électorat à la suite de leurs politiques contre les droits de la majorité de la société et de l'appauvrissement de la population. Pour éviter une

scission de l'aile droite et faire diversion par rapport au débat politique actuel sur les problèmes socio-économiques existants et les importants cas de corruption au sein du PP et de la monarchie, le ministre a déclenché une offensive ultra-conservatrice. Il tente ainsi de fidéliser une partie de l'électorat et de s'assurer le soutien de l'église, qui revendique encore l'espace de débat politique qui lui a jadis été concédé par Franco et dont nous n'avons pas réussi à l'évincer trente ans après la fin de la dictature, en dépit de la « neutralité idéologique » de l'État espagnol.

Outre le débat sur la loi, l'actualité politique met l'accent sur la prochaine élection et, surtout, la pseudo morale chrétienne domine le débat et prévaut dans le droit espagnol : C'est le moment de placer la question sur l'axe qui relie patriarcat, domination et misogynie d'une part, auto-détermination sur son propre corps et reconnaissance des femmes en tant que personnes libres et responsables, d'autre part. Le déni du droit à l'avortement est encore utilisé comme élément de la domination symbolique sur notre liberté, comme moyen de castrer et punir notre sexualité, comme signe que la femme est considérée comme une personne irresponsable, une victime et frappée d'incapacité. Criminaliser l'avortement est une nouvelle stigmatisation, réduit et met à mal notre droit de décider nous-mêmes de nos corps et de nos vies.

Les forces politiques albanaises et le processus d'intégration de l'UE

Par Detion Gjocaj
22 janvier 2014

Suite à la publication du dernier rapport périodique de l'UE sur l'Albanie, un grand débat a éclaté sur les perspectives d'adhésion du pays. Une première évaluation du discours politique des partis albanais - indépendamment de leur taille ou de leur idéologie - montre que la question figure en bonne place à l'agenda politique.

En premier lieu figurent les socialistes de l'Alliance pour une Albanie européenne, le parti au gouvernement dirigé par Edi Rama. C'est en fait une coalition de 37 partis arrivés au pouvoir en 2013, après avoir recueilli 57,63 % des voix au niveau national. Sa position essentielle sur la question en débat est que l'adhésion du pays aura lieu dans la première année de son gouvernement, à condition qu'un large éventail de réformes soit réalisé, dans la justice, la police et dans la refonte de l'administration de l'état, donc, les politiques avortées du gouvernement précédent. La Croatie fonctionne comme un modèle brut dans ce processus d'intégration. Il convient de noter ici que, en même temps que le processus d'intégration européenne, le gouvernement de Rama cherche à développer les relations économiques du pays en Asie, en engageant des pourparlers avec la Chine et l'Inde. Outre les réformes internes, qui, selon le gouvernement sont nécessaires pour faciliter le processus d'intégration, ce dernier semble ouvrir une fenêtre d'opportunité pour un rapprochement avec la République du Kosovo nouvellement créée. Le gouvernement a publié une déclaration appelant à la coopération entre les deux pays afin de s'aider l'un l'autre dans le processus d'intégration, seul moyen d'améliorer le niveau de vie des populations.

La question des minorités

Sur la question des minorités, l'intention affirmée du Gouvernement de Rama est de s'aligner sur les dispositions des conventions internationales. Mais cela semble une question épineuse qui pourrait retarder l'ensemble du processus d'intégration. L'un des députés de premier plan de l'Alliance, Alfred Peza, journaliste bien connu et directeur des informations à la station de télévision Vizion Plus, a déclaré au parlement, en septembre dernier, que le processus d'intégration sera achevé au plus tôt en 2020 et certainement pas avant l'intégration complète des femmes, des minorités nationales et culturelles ainsi que des homosexuels dans la vie économique et sociale du pays. Cette perspective pro-minorité est encore renforcée par la participation à l'Alliance du parti Unité pour les droits de l'homme.

L'opposition de centre-droit

À l'autre extrémité se trouve le Centre-Droit opposition ayant pris le nom d'Alliance pour l'emploi, la prospérité et l'intégration. Elle se compose de 25 partis politiques et a recueilli 39,45 % des suffrages lors des dernières élections. L'Alliance de Centre-Droit estime que les grandes étapes de l'intégration ont été accomplies sous l'administration de M. Berisha ; parmi celles-ci se trouvent l'adhésion du pays à l'OTAN et la levée de l'obligation de visa pour voyager à l'intérieur de l'UE. Selon le Centre-Droit, l'Alliance socialiste actuellement au pouvoir doit être blâmée pour avoir freiné l'ensemble du processus d'intégration par son abstention lors de sessions parlementaires - stratégie adoptée alors par Edi Rama, qui ne reconnaissait pas le résultat des élections de 2009 et appelait à recompter les votes. Lulzim Basha, nouveau porte-parole en chef de l'opposition et dirigeant du plus grand parti de l'alliance, le Parti démocratique d'Albanie, déclare que, contrairement à la tactique de Rama dans l'opposition, il tiendra la promesse d'accélérer le processus d'intégration en mettant de côté la recherche de rentes. Il critique vivement le gouvernement en place pour faire fuir les investisseurs étrangers par la hausse de l'impôt des sociétés de 10% à 15 %.

L'opposition de gauche

Une autre force politique pro UE est le Mouvement socialiste pour l'intégration, formé par l'ancien Premier ministre Ilir Meta. C'est un acteur incontournable de la politique parlementaire, car il a frayé son chemin au gouvernement depuis 2009 avec le centre-droit et aujourd'hui avec les socialistes. Seul parti au Parlement qui s'auto-positionne à gauche, il a réussi contre toute attente - en raison de son implication dans des scandales financiers - à se classer troisième à la dernière élection à recueillir 10,46 % des votes. Partenaire des deux derniers gouvernements, le parti revendique aujourd'hui d'être le garant d'un processus d'intégration stable et ininterrompu.

Examinons maintenant les partis de gauche extra-parlementaire. Presque tous souscrivent pleinement à la position pro-européenne du gouvernement, sauf le Nouveau Parti Albanais du Travail. Successeur autoproclamé du Parti Albanais du Travail qui a gouverné le pays de 1945 à 1991, ce parti est le seul à se revendiquer de l'héritage et du combat politique d'Enver Hoxha contre l'UE et l'OTAN, les considérant comme des institutions qui favorisent les intérêts étrangers dans le pays. Quoi qu'il en soit, cette force politique minuscule - il a recueilli 0,44% - appelle à un autre type de coopération avec l'UE, dont la nature reste inconnue.

En plus du soutien déclaré de toutes les forces politiques, la population semble être favorable à l'intégration européenne. Le soutien populaire reste fort en dépit des turbulences économiques à travers le monde et il se nourrit de l'espoir d'un rétablissement.

Portugal

Grève des travailleurs précaires de la télémédecine

27 janvier 2014

Après la chute de la majorité de droite et les propositions au parlement du Bloc de gauche et du Parti communiste d'intégrer ces travailleurs avec un contrat de travail légal, vendredi dernier, plus de la moitié des 400 travailleurs du service de télémédecine " Saúde 24 " (Santé 24) se sont mis en grève contre les faux travailleurs autonomes, contre la mise à pied de plus de 100 de leurs collègues, en exigeant la démission de l'administration de l'entreprise.

La lutte de plus de 400 infirmières contre les réductions de main-d'œuvre et les salaires précaires est sous le feu des projecteurs au Portugal, car la société privée qui gère le service public de télémédecine a ouvert le feu sur plus de 100 travailleurs précaires qui ont refusé qu'on leur impose 40 à 45 % de réduction de salaire et exigé d'être légalement employés par la société après des années de travail comme faux *recibos verdes* (travailleurs indépendants).

Les travailleurs se sont mis en grève le 4 janvier, obligeant la société à appeler tous ses cadres pour minimiser les pertes d'appels. La société a fait appel à une entreprise de communication pour mener une campagne de dénigrement contre les travailleurs, les accusant de faux appels téléphoniques. La grève a été un moment important de la lutte, réunissant les centres d'appels de Lisbonne et de Porto pour un coup d'arrêt, ce qui n'avait jamais été essayé avec succès par les travailleurs précaires au Portugal.

Les travailleurs ont pu obtenir que les inspecteurs du travail fassent une inspection dans les deux centres d'appels, afin de déterminer si oui ou non les travailleurs ont été faussement embauchés. Cette lutte a eu une grande importance publique et politique, car les deux partis de gauche ont mis le gouvernement et le ministre de la Santé face aux faux contrats, aux réductions de salaires et aux licenciements. Même le Parti socialiste du centre a interrogé le ministre sur la situation. Parallèlement, des campagnes de solidarité, en particulier dans les médias sociaux, ont donné de la force aux revendications des travailleurs, et une petite marche a parcouru les rues de Lisbonne, avec pour objectif le ministère de la Santé. La contre-attaque de la société a été dans le pur style XIX siècle : ils s'en sont d'abord pris à 16 travailleurs, presque tous les porte-parole les plus importants qui avaient conduit la lutte publiquement, et quelques jours plus tard, ils s'en sont pris à 100 personnes de plus, qui avaient fermement refusé de signer un document dans lequel ils acceptaient les réductions de salaires, après plusieurs ultimatums et les tactiques coercitives de l'administration des entreprises et de leurs cadres. Les travailleurs ont violemment réagi, réclamant le limogeage de l'administration de la société, non seulement parce qu'elle attaquait les droits démocratiques fondamentaux tels que le droit syndical et le droit d'exprimer son opinion, mais parce qu'elle met en péril l'intérêt public de ceux qui utilisent ce service pour éviter d'utiliser le système d'urgence de santé déjà surchargé (qui, dans les derniers jours a vu de nombreux décès en raison des longs délais d'attente et des urgences débordées).

La semaine dernière, le Parlement a voté contre la régularisation du statut de travail des travailleurs. Avec la troïka de droite, la majorité du Parti social-démocrate et le Parti Populaire ont rejeté les propositions de la gauche, et les travailleurs se sont de nouveau mis en grève.

Parallèlement, la situation a également évolué avec la revendication par les partis de gauche de remettre ce système sous contrôle public, car le service a été livré à un consortium de centre d'appels français géant Teleperformance et au portugais Optimus (services de communication), qui ont affirmé qu'ils veulent que les salaires tombent à 4 € de l'heure (ils gagnent actuellement 8,75 € / h). Le statut de partenariat public-privé a été l'excuse parfaite du gouvernement et du ministère pour refuser d'intervenir, bien que les conditions de travail soient clairement illégal (chose qu'il a réfutée en disant que c'était le problème de la société privée).

Cette lutte est un signe important de changement et d'espoir pour les travailleurs précaires. Elle a montré en effet comment des travailleurs qui ne peuvent pratiquement rien faire en raison de l'illégalité de leur embauche et de la précarité des relations de travail ont franchi une étape pour prouver qu'ils pouvaient faire et feraient tout ce qui était à leur portée pour en finir avec les préjudices qu'ils avaient subis. La pression est difficile à surmonter, mais même après les représailles massives et les licenciements par la société, la grève compte plus de la moitié des travailleurs qui n'accomplissent pas leur quart de travail et qui se rassemblent devant les centres d'appels à Lisbonne et Porto. Les travailleurs qui ont été licenciés sont en relation étroite avec ceux qui travaillent encore et qui sont actuellement en grève. Aujourd'hui, une lettre signée par des personnalités importantes de la santé, du travail et des droits constitutionnels du Portugal a été publiée, soutenant les travailleurs et condamnant les attaques illégales et la persécution à leur encontre.

La situation continuera à se dégrader, dans la mesure où les résultats de l'inspection du travail n'ont pas encore été présentés, et où la Commission de la santé du Parlement recevra une commission informelle des travailleurs mercredi prochain. La situation ne s'atténuera pas, car les travailleurs maintiennent leur volonté de lutter pour leurs droits à un contrat, au respect, et pour rétablir le service dans lequel ils travaillent comme outil important pour le service national de santé portugais.

Envoyez les messages de solidarité à comunicadoress24@gmail.com

Page Facebook pour la solidarité avec 24 travailleurs Saúde

L'Europe que nous voulons

Par Alexis Tsipras - 16 janvier 2014

Article du magazine Nouvelle Europe * par Alexis Tsipras, candidat à la présidence de la Commission européenne, président de SYRIZA et chef de l'opposition grecque.

La crise économique continue a révélé à la fois les insuffisances et les limites du processus de l'intégration européenne néolibérale. Il s'agit d'une intégration centrée sur la libéralisation financière et une Union monétaire, elle-même incarnée par une simple réplique de la Bundesbank allemande, sous le titre "Banque centrale européenne. Il s'agit d'un processus de polarisation et de récession qui accentue les inégalités et asymétries au sein et entre les Etats-membres, qui ajoute au chômage et propage la pauvreté aux classes sociales inférieures. Cela a été plus une avalanche du capital contre le travail qu'une entreprise honnête pour résoudre rapidement la crise.

Ce qui s'est passé réellement, c'est que l'establishment politique européen a vu dans la crise l'occasion de réécrire l'économie politique de l'après-guerre en Europe. La gestion politique de la crise des dettes souveraines dans la zone euro s'est elle-même inscrite dans le processus de transformation institutionnelle de la zone euro du Sud de l'Europe selon les orientations du capitalisme anglo-saxon. La diversité des institutions nationales n'est pas tolérée. Le renforcement de la règle politique est la pierre angulaire de la législation récente de la Commission européenne pour améliorer la gouvernance économique dans la zone euro. La chancelière Angela Merkel en Allemagne, alliée à une élite bureaucratique néolibérale à Bruxelles, considère la solidarité sociale et la dignité humaine comme des distorsions économiques et la souveraineté nationale comme une nuisance. L'Europe est obligée de porter le carcan de l'austérité, de la discipline et de la déréglementation. Pire encore, une génération de jeunes s'attendent à être moins bien lotis que leurs parents.

Ce n'est pas notre Europe. Ce n'est que l'Europe que nous voulons changer. En lieu et place d'une Europe de la peur du chômage, de l'invalidité, de la vieillesse et de la pauvreté. En lieu et place d'une Europe au service des besoins des banquiers. Nous voulons une Europe au service des besoins humains.

Nous voulons la réorientation démocratique et progressiste de l'Union européenne. Mettre fin au néolibéralisme, à l'austérité et à ce qu'on appelle les sociétés européennes des deux-tiers, où un tiers de la société se comporte comme s'il n'y avait pas de crise économique et les deux autres tiers souffrent tous les jours, de plus en plus. La gauche européenne a la vision et le courage de construire un consensus social plus large en faveur de l'objectif programmatique de reconstruire l'Europe sur une base démocratique, sociale et écologique.

C'est le contexte politique de ma candidature à la présidence de la Commission européenne, au nom du Parti de la gauche européenne. Il explique pourquoi il ne s'agit pas juste d'une autre candidature. Il s'agit, au contraire, d'un mandat d'espoir et de changement en Europe. Il s'agit d'un appel pour mettre fin à l'austérité, sauvegarder la démocratie et de travailler pour la croissance. Il s'agit d'un appel à tous les citoyens démocrates et sensibles en Europe, indépendamment de leur idéologie et de leur appartenance à un parti politique. Parce que, comme toute la zone euro sombre dans la récession, la stagnation économique ou la croissance anémique et sans création d'emploi, il en est de même des gens, à la fois dans le Sud et dans le Nord. Ainsi, la réaction à l'austérité transcende les États-nations et regroupe les forces sociales au niveau européen. L'austérité nuit aux salariés, quelle que soit leur résidence. Pour cette raison, nous devons intégrer l'indispensable alliance anti-mémorandums du Sud dans un vaste mouvement européen anti-austérité. Un mouvement pour la reconstruction démocratique de l'Union monétaire.

La gauche européenne est la principale force politique de changement en Europe.

- Nous soutenons l'abrogation immédiate des mémorandums et la relance coordonnée de l'ensemble des économies européennes.
- Nous voulons une véritable Banque centrale européenne, agissant comme prêteur en dernier ressort, non seulement pour les banques mais aussi pour les États.
- Nous pensons que l'Europe a besoin de sa propre loi Glass-Steagall, afin de séparer les activités commerciales et d'investissement des banques et empêcher la fusion dangereuse de risques en une seule entité incontrôlée.

- Nous voulons une législation européenne efficace pour taxer les activités économiques et entrepreneuriales offshore.
- Nous sommes à la pointe de la lutte contre la corruption sous toutes les formes. Notre priorité est de lutter contre la corruption dans les entreprises et de renforcer la capacité des personnes et des organisations à y résister. La corruption de la part des grandes entreprises, qui ont leur siège dans les grands pays européens, entraîne un coût économique et social pour les populations de ces pays aussi.
- Nous soutenons la résolution collective, crédible et définitive de la crise de la dette de la zone euro à travers une Conférence européenne de la dette, comme la Conférence de Londres sur la dette de l'Allemagne en 1953.
- Nous nous efforçons d'affaiblir le fascisme et le nazisme en Europe, au lieu d'affaiblir la démocratie, comme l'austérité le fait. En lieu et place d'une Europe qui redistribue les revenus aux riches et la peur aux pauvres, nous proposons notre propre Europe de la solidarité, de la sécurité économique et sociale, de l'emploi et de la prospérité.

* Source: <http://www.neurope.eu/article/europe-we-want> (par Alexis Tsipras 13/01/2014 - 01:26)

La CES annonce une manifestation européenne pour le 4 avril

La crise ne peut être résolue sans une base sociale solide

19 décembre 2013

L'Union européenne ne se sortira pas de la crise tant qu'elle continuera à ignorer les besoins réels de ses citoyens, prévient la Confédération européenne des syndicats (CES).

Alors que les dirigeants de l'UE se préparent pour leur sommet de fin d'année à Bruxelles, ils continuent à ébranler le projet européen en prolongeant la crise financière et sociale et en s'aliénant des millions de personnes à travers toute l'Union.

Prenant la parole avant le sommet du 18 décembre, la Secrétaire générale de la CES, Bernadette Ségol, a annoncé qu'une manifestation syndicale européenne aura lieu à Bruxelles le 4 avril 2014 au moment où le Parlement européen se préparera à élire ses nouveaux membres.

La CES a récemment lancé sa campagne, Une nouvelle voie pour l'Europe, exposant les grandes lignes d'un audacieux plan d'investissement pour l'UE basé sur une politique industrielle durable et des emplois de qualité.

Elle a en outre également présenté son manifeste pour les élections du Parlement européen appelant les candidats à soutenir la dimension sociale de l'UE et à rejeter toute tentative de poursuivre des politiques qui réduisent les salaires et affectent les conditions de travail.

« Nous, mouvement syndical européen, ne croyons pas que la crise est terminée », a déclaré Bernadette Ségol. « La question que nous devons nous poser est : qui est sorti d'affaire, le système financier ou les gens ? »

« La dimension sociale de l'Union est extrêmement faible. Les citoyens ne sont pas d'accord avec la voie choisie par l'UE. Ils ne verront pas une telle Europe avec bienveillance si elle ne change pas de cap. »

« Les responsables politiques doivent prouver qu'ils protégeront les travailleurs ; il ne s'agit pas uniquement de libéralisation du marché mais aussi de la protection sociale. C'est la raison pour laquelle nous menons cette campagne. »

Une nouvelle voie pour l'Europe : plan de la CES pour l'investissement, une croissance durable et des emplois de qualité :

<http://www.etuc.org/a/11720>

Manifeste de la CES pour les élections du Parlement européen :

<http://www.etuc.org/a/11819>

Rapport de la journée d'étude tenue à Paris le 16 janvier

Partie I

Les consciences en Europe dans la crise

Par Maxime Benatouil - 22 janvier 2014

Organisée par Espaces Marx et transform! europe, la journée d'étude intitulée « Les consciences en Europe dans la crise : entre résignation et insoumission face à la domination capitaliste » a réuni des spécialistes de l'opinion de Grèce, d'Allemagne et de France - ainsi que des sciences sociales.

Les objectifs de cette journée d'étude étaient d'examiner les tendances des opinions nationales concernant le capitalisme et les alternatives systémiques, mais aussi d'aller au-delà des particularismes en faisant ressortir les convergences à travers l'Europe.

Compte-rendu de la première session.

Session 1 : Les rapports au capitalisme dans les enquêtes d'opinion

Les agressions contre les conditions de travail et de vie ont grimpé en flèche depuis le début de la crise en 2008, conduisant à une critique croissante de l'ensemble du système. Toutefois, la faiblesse des forces politiques critiques reste durable - comme on peut le constater avec la relativement faible influence politique de la gauche radicale dans l'UE (moyenne européenne d'environ 5%). Malgré la diversité des modèles politiques nationaux au sein de l'UE, on peut percevoir une contradiction à travers le continent : une combinaison de démission /

acceptation et une volonté de résistance - comme l'a souligné Patrice Cohen-Séat (Président d'Espaces Marx).

Les participants ont confronté l'état de la conscience populaire et son rapport avec le système capitaliste en Grèce, en Allemagne et en France. Sur la base de enquêtes d'opinion réalisées dans ces trois pays, les changements d'attitude des populations concernant les principes économiques qui dominent le système actuel ont été analysés.

Christoforos Vernadakis, professeur de sciences politiques à Athènes, a présenté une série de résultats d'enquêtes montrant le caractère massif de la méfiance de l'opinion grecque envers la classe politique : 90 % des personnes interrogées ne font pas confiance aux membres du parlement, et 60 % d'entre eux tiennent le gouvernement pour responsable de l'éclatement de la crise - alors que seulement 10 % considèrent que le capitalisme financiarisé est responsable. Autrement dit, les excès d'un certain capitalisme ne sont pas considérées comme la racine du problème. La population est par ailleurs très sceptique sur la possibilité d'une sortie de la crise. Bien que la méfiance soit particulièrement forte à l'égard des banques et du FMI (90%), il reste difficile d'identifier clairement la responsabilité du système financier et de la dette dans l'approfondissement de la crise - ce qui pourrait expliquer la difficulté à affronter l'austérité pour ces catégories de l'opinion structurées par la démission et l'adaptation au système.

Selon **Richard Detje**, membre de l'association scientifique allemande pour l'analyse du capitalisme WISSENTransfer, l'Allemagne est considérée comme un « paradis menacé ». Les enquêtes d'opinion montrent que, si la croyance « nous ne faisons pas mal » est largement répandue, la conscience de la fragilité de la situation relativement bonne du pays est liée à une peur des difficultés rencontrées par le reste de l'Europe : la menace vient de l'extérieur. En dépit des inégalités sociales internes croissantes, l'opinion a tendance à croire que si le capitalisme ne fonctionne pas partout, il fonctionne bien pour l'Allemagne. Le discours dominant ne cesse de répéter que si la crise de 2009 est dépassée, la situation reste fragile : la peur de la crise est utilisée comme une menace permanente sur les salaires. Ces derniers ont été la variable d'ajustement primaire depuis la mise en œuvre de l'Agenda 2010. En conclusion, Richard Detje a affirmé que la gauche doit trouver une alternative à la dépendance salariale - depuis la montée du chômage, la peur permanente de la crise peut paralyser les protestations pour la justice sociale.

Pour **François Miquet -Marty**, directeur de l'institut de sondage Viavoice, l'opinion française est l'une des plus critiques à l'égard du capitalisme en Europe : 70 % des personnes interrogées ont en effet une image négative du capitalisme. Si elle est souvent associée à l'idée d'une certaine liberté (l'entrepreneuriat, la création), près de la moitié de la population le considère comme une simple accumulation de richesse ou l'exploitation de l'homme par l'homme. Mais les forces politiques qui poussent à un changement social et économique tel que la gauche radicale n'ont pas su profiter de cette critique très développée du système. Pour la majorité de l'opinion, un projet alternatif au capitalisme reste une idée vague et plutôt effrayante : les coûts d'une sortie du système capitaliste sont perçus comme potentiellement très élevés. La souffrance sociale collective est attribuée à des individus - le patron avide, le spéculateur éhonté, etc -, qui tend à exonérer le capitalisme de toute responsabilité pour la crise. On ne semble pas savoir quoi blâmer et on jette l'opprobre sur « les petites gens qui sont proches de nous »- les chômeurs, les migrants, etc - dont le comportement est perçu comme égoïste et contraire à l'intérêt commun.

Compte-rendu de Conférence

Quel journalisme pour une autre Europe ?

Par Laura Leprêtre - 15 janvier 2014

Le séminaire qui a eu lieu le 7 décembre à Bruxelles a permis à des représentants des médias grand public et d'autres d'aborder la question de l'information européenne.

Ce séminaire d'une journée, organisé par l'ACJJ (Association Culturelle Joseph Jacquemotte) avec le soutien de transform! s'est déroulé à l'IHECS (Institut des Hautes Études des Communications Sociales) à Bruxelles. Des journalistes de France, de Grèce, d'Italie, d'Espagne, de Finlande, de Belgique et d'Irlande ont pu se rencontrer et échanger leurs regards sur l'information européenne pour dégager des pistes sur la façon dont les médias peuvent :

- Mettre en perspective les décisions européennes avec les enjeux locaux et nationaux ;
- Donner aux citoyens une clé de lecture pour comprendre les questions politiques européennes ;
- Impliquer des citoyens avertis, dans le débat public européen

Session 1 : Introduction

Modératrice : Laura Leprêtre, animatrice culturelle ACJJ

« L'Europe, la grande absente » : Panorama du journalisme européen grand public
Lorenzo Consoli, journaliste européen de l'Italie, ancien président de l'API (Association internationale de la presse) a souligné que le nombre de journalistes accrédités auprès de l'Union européenne a stagné depuis 2010. Les conditions de travail et la situation sociale des journalistes européens se transforment (contrats d'intérim, les journalistes sont plus jeunes, plus précaires). Par ailleurs, les rédactions demandent aux journalistes de produire plus vite et plus, ce qui n'est pas propice à une analyse et à des enquêtes approfondies.

Le pluralisme des médias en Europe - *Esther Durin*, coordinatrice du Pôle européen IHECS, a souligné le problème de la concentration des médias au sein de monopoles financiers qui ont fortement sapé le pluralisme des médias en Europe et le pluralisme des idées.

Journalisme européen au quotidien : le cas de la Grèce sous le régime de la souveraineté limitée par la Troïka. Selon *Maria Aroni*, journaliste grecque correspondante à Bruxelles EU Athens News Agency et ANT1 TV, la crise en Grèce a attiré l'attention des médias sur ce pays qui n'avait pas l'habitude d'être sous le feu des projecteurs. Le traitement de la crise grecque a été très différent selon les médias et le pays d'origine de ces médias. La responsabilité du peuple grec était prédominante dans les journaux des pays d'Europe du Nord, il y avait plus de solidarité dans les médias d'Europe du Sud.

Session 2 : Echange d'expériences pour un autre journalisme européen

Table ronde « Quel type de média pour répondre aux enjeux citoyens de l'information européenne ? »

* Modératrice : Esther Durin, coordinatrice du pôle Europe IHECS.

- * Média généraliste Griselda Pastor, journaliste espagnole, correspondante à Bruxelles pour la radio Cadena SER
- * Média coopératif Andres Perez, agence coopérative Sanchopanza
- * Media alternatif Gérard de Selys, journaliste, fondateur d'Indymedia
- * Media internet Ben Berges, du site Indignez-vous !
- * Journal en ligne Jean-Sébastien Lefebvre, journaliste européen pour contexte.com

L'accès à l'information n'a jamais été aussi facile qu'aujourd'hui. Avec Internet et les médias sociaux, le citoyen européen peut accéder à une grande quantité d'informations sur l'Union européenne et communiquer directement avec les institutions. De nouvelles formes de médias apparaissent tels que les blogs, les journaux en ligne, etc Paradoxalement, l'écart continue de se creuser entre les institutions européennes et les citoyens. Le déficit démocratique de l'UE semble amplifié du fait du manque d'information sur les questions de pouvoir européen. Cet écart est très préjudiciable aux citoyens, car une grande partie des questions sociales, politiques et économiques sont décidées au niveau européen.

Le rôle du journaliste est de déchiffrer l'information européenne, la recherche d'informations en rencontrant députés, lobbyistes, fonctionnaires de la Commission, et aller à la revue de presse de milieu de journée de la Commission... Malheureusement, il n'y a pas assez de journalistes accrédités au niveau européen (seulement 1000 pour 28 États membres), et les éditeurs de médias traditionnels imposent à leurs journalistes les informations qu'ils veulent voir publier sur l'Union européenne.

Des citoyens et d'anciens journalistes des grands médias ont participé à la création de médias alternatifs ou de médias spécialisés qui cherchent, comme le site Indymedia par exemple, à analyser les politiques européennes et internationales et à les mettre en perspective avec les questions d'intérêt public. Diverses initiatives ont été présentées telles que : Context.com, un journal en ligne, spécialisé sur la politique européenne, des agences coopératives ou des associations spécialisées dans les enquêtes sociales et communautaires (sanchopanza coop), des radios abordant l'information européenne concernant les questions locales (radio BXXFM), des stations de radio communautaire qui proposent aux citoyens de faire leur propre émission de radio (Radio Panik) et des sites d'information en ligne (Indignez-vous). Ces médias sont essentiels pour le pluralisme de l'information européenne.

Session 3 : Elections européennes, comment susciter un vrai débat parmi les citoyens ?

- * Solange Hélin, attachée de presse pour le groupe S&D au Parlement européen
- * Myriam Djegham, Comité Action Europe
- * David Lundy, attaché de presse pour le groupe GUE/NGL au Parlement européen
- * Mikael Carpelan, journaliste indépendant.

Politiser les élections européennes est très difficile. Le fait d'avoir 28 Etats membres ayant des cultures très diverses ainsi que des courants politiques différents ne facilite pas la politisation des questions européennes. Les institutions « neutralisent » les décisions. Cette forme de neutralité est dangereuse, car sous couvert d'objectivité, nous constatons la prédominance des politiques ultra-libérales et capitalistes. En mai 2014, les élections au Parlement européen peuvent être l'occasion d'inverser la tendance. Le défi pour les médias est de rendre perceptible le lien entre les problèmes locaux et le pouvoir européen, l'impact de ces

derniers sur la vie quotidienne des citoyens et de leur donner les clés pour être en mesure de participer et de voter en connaissance de cause.

Appel international à contributions

Prix Egon - Matzner de socio- économie 2014

28 janvier 2014

A l'occasion du 40ème anniversaire du Centre des finances publiques et de politique de l'infrastructure de l'Université de Technologie de Vienne, a été créé en 2012 le prix Egon - Matzner pour le développement socio –économique. Il sera remis pour la troisième fois le 12 juin 2014.

Egon Matzner (1938-2003) était professeur de socio- économie, de finances publiques et de politique des infrastructures à l'Université de Vienne du Centre de la technologie de finances publiques et de la politique des infrastructures de 1972 jusqu'à sa retraite en 1998. Il est souvent comme un penseur innovateur, à l'esprit toujours ouvert à l'égard des nouvelles questions économiques, en particulier dans les domaines de la socio-économie, des finances publiques et de la politique d'infrastructures, avec une vision politique claire et il a toujours su conserver une distance critique. Le professeur Matzner a eu une grande influence sur plusieurs générations de planificateurs et de scientifiques et a toujours fortement soutenu les étudiants talentueux.

Le prix Egon - Matzner sera décerné à de jeunes scientifiques (jusqu'à 35 ans) pour leurs publications scientifiques (notamment les contributions à des revues ou monographies publiées par des éditeurs scientifiques internationaux) et l'excellence de leur diplôme, master ou thèse de doctorat. Des études dans les domaines thématiques suivants peuvent, notamment, être soumises :

- * Socio-économie, économie hétérodoxe
- * Économie évolutive
- * Économie institutionnelle
- * Finances publiques et fédéralisme fiscal
- * Économie et politique d'infrastructure

Les études devront de préférence

- * inclure des problèmes pratiques et empiriques sur de solides bases théoriques,
- * aller au-delà des écoles de pensée et des paradigmes, et / ou
- * présenter des perspectives interdisciplinaires.

Les œuvres soumises doivent avoir été publiées récemment (2012-2014). Le prix est doté d'une prime de 1.000 euros et peut être partagé, en cas de parité, par les auteurs d'excellentes publications. Le prix est financé par les recettes du Centre des finances publiques et de politique des infrastructures. Les œuvres présentées peuvent être rédigées en allemand ou en anglais. Le prix sera attribué sur la base des décisions prises par un jury international et sera remis lors de la conférence annuelle qui se tiendra au Centre des finances publiques et de politique des infrastructures, le 12 juin 2014, à Vienne. Les lauréats sont invités à présenter personnellement leur travail dans une courte présentation lors de la conférence.

Les contributions, y compris le CV de l'auteur, doivent être envoyées par voie électronique à PEM@ifip.tuwien.ac.at ; Pour plus d'informations, contacter le Dr. Michael Getzner, Université de Technologie de Vienne, Resselgasse 5, 1040 Vienne, Autriche (Michael. Getzner@tuwien.ac.at).

La date limite pour les contributions est le 1er avril 2014. La décision du jury sera connue d'ici le milieu du mois de mai 2014.

Entretiens d'histoire à Athènes

Première Guerre mondiale : Le début d'un nouveau monde

29 janvier 2014, 26 mars 2014 Athènes

La commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale nous donne l'occasion de nous lancer dans une série de conférences sous le titre général « Pourquoi changer le monde ? La gauche au 20e siècle : choix stratégiques et conjonctures historiques ». Les entretiens sont organisés par l'Institut Nicos Poulantzas et les Archives d'Histoire sociale contemporaine.

Les contemporains de la Première Guerre mondiale la considéraient comme « la guerre pour en finir avec toutes les guerres ». La croyance en la perspective de traiter par la guerre les conflits d'intérêts entre les Etats, sur la base de l'émergence du principe des nationalités, renforçait cet espoir. Avec le privilège de recul, nous pouvons maintenant dire que ces croyances ont fait la preuve de leur irréalisme. La guerre a provoqué la dissolution des empires, le développement d'un sentiment anti-guerre de la population et l'émergence dynamique sur la scène de l'histoire de l'un des acteurs fondamentaux de son changement : le socialisme.

Au lieu d'en finir avec la guerre, le résultat a été l'émergence de nouveaux fronts opposés, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des États, la définition de nouveaux conflits et des évolutions qui allaient changer à jamais les perspectives du monde. Mais, notamment en Grèce, la Première Guerre mondiale occupe peu de place dans la mémoire historique collective. Les événements qui ont précédé la guerre, comme la guerre des Balkans, et surtout ceux qui ont suivi, comme la catastrophe d'Asie Mineure de 1922, même si ce sont des éléments fondamentaux de la mémoire historique collective en Grèce, ne sont pas perçus dans le contexte de la première Guerre mondiale, à laquelle ils sont totalement liés.

La première partie des entretiens vise à présenter les évolutions qui ont conduit à la guerre, en mettant l'accent sur la gauche européenne et grecque dans une perspective plus large pour examiner la situation grecque dans le cadre des changements qui ont secoué le monde. Dans le premier exposé, sur la question nationale, le conférencier principal sera Walter Baier, coordinateur du réseau transform! qui soutient les entretiens d'histoire.

Lieu : Université d'Athènes, Ecole de droit, amphithéâtre Paparigopoulos

Programme

1^{ère} partie

La Première Guerre mondiale : début d'un nouveau monde

29/01/2014

La question nationale dans la gauche européenne et la Première Guerre mondiale : Lénine, Rosa, les Austromarxistes et Staline

Walter Baier, Vienne, économiste et coordonnateur de transform! Europe

Grigoris Ananiades, professeur agrégé de théorie politique, Université Panteion

Coordinateur: Kirkos Doxiades, professeur de théorie politique à l'Université Panteion

02/12/2014

La guerre et la fin de l'ancien monde

Sia Anagnostopoulou, professeur agrégé d'histoire, Université Panteion

Tasos Sakelaropoulos, historien, Archives historiques du Musée Benaki

Coordinateur: Ménélas Charalampides, historien, Université d'Athènes

19/02/2014

Dans la connotation de la Révolution d'Octobre : L'éclatement du mouvement socialiste

Ioanna Papathanasiou, historienne, Archives de l'histoire sociale contemporaine, Centre national de recherches sociales

Elias Nikolakopoulos, professeur de théorie sociale et de sociologie, Université d'Athènes

Coordinateur: Theodoros Paraskevopoulos, économiste

12/03/2014

La Division nationale en Grèce (1914-1917) : dimensions politiques et extensions sociales

Procopis Papastratis, professeur émérite d'histoire, Université Panteion

Despina Papadimitriou, professeur adjoint d'histoire, Université Panteion

Coordinateur: Loudovikos Kotsonopoulos, politologue, Université Panteion

26/03/2014

La gauche grecque dans la Première Guerre mondiale : Des premiers socialistes au front d'Asie Mineure

Kostas Paloukis : doctorant d'histoire, Université de Crète

Mihalis Liberatos, historien, Université Panteion

Coordinateur : Stavros Panagiotidis, doctorant d'histoire, Université Panteion

Conférence européenne

Université, science et recherche : résistances et alternatives en Europe

Université transform! AKADEMIA : “Sciences, Société et Démocratie”

31 janvier 2014 – 01 février 2014 - Madrid

A la veille des prochaines élections européennes, il est d'une importance cruciale pour la gauche d'affronter les conséquences désastreuses de la gestion néolibérale des politiques de la recherche et des universités de l'UE, ainsi que de sensibiliser au sujet des résistances

nationales à travers le continent et de pousser des alternatives et des propositions au niveau européen.

Le premier jour sera consacré aux conséquences de la mise en œuvre des réformes de Bologne.

Le deuxième jour portera sur les effets des stratégies de Lisbonne et de l'UE 2020 concernant les politiques nationales de recherche, ainsi que sur les résistances à ce processus.

Le Réseau AKADEMIA est une plate-forme trans-européenne réunissant des universitaires européens de gauche dont l'objectif commun est de construire un contre pensée hégémonique s'opposant au néolibéralisme.

Un document de travail de transform! sera publié à la suite de l'initiative.

Cet atelier est organisé en collaboration avec la FIM, la FEC, Espaces Marx, et les groupes de travail Akademia.

La députée Marie -Christine Vergiat (GUE / NGL) soutient cet atelier et prendra également part aux discussions.

Groupe préparatoire :

- Elisabeth Gauthier : Direction de transform! europe
- Sigfrido Ramirez : Université de Copenhague, animateur du Réseau AKADEMIA
- Maxime Benatouil : Chargé de projet

Contact: benatouil@transform-network.net

14 février 2014

Atelier d'Histoire transform! AKADEMIA

Paris

L'atelier vise à avancer dans le travail entrepris en faveur des approches critiques concernant l'usage public de l'histoire européenne - notamment à travers le projet de « Maison de l'histoire européenne » - et la préparation de la publication d'un texte commun d'historiens.

Quatre sujets / interventions seront au cœur de l'atelier :

1. L'évolution du projet de « Maison de l'histoire européenne » : Francis Wurtz
2. Grandes lignes d'un texte commun sur le projet de « Maison de l'histoire européenne »
3. Le « fil rouge » : Premiers éléments pour caractériser la contribution des mouvements sociaux et de la gauche au processus d'intégration européenne (1945-1992) : Jean- Numa Ducange, Maître de conférences à l'Université de Rouen
4. Les initiatives de mémoire sur la Première Guerre mondiale : Quelle(s) idée(s) de l'Europe véhiculent ces nombreuses initiatives qui se dérouleront tout au long de l'année 2014 ?

L' atelier d'une journée (14 février 2014, 10h00-19h00) se terminera par une discussion sur les travaux à réaliser dans l'avenir et la préparation d'une conférence au cours de l'année 2014.

La députée Marie -Christine Vergiat (GUE / NGL) soutient cet atelier et prendra part aux discussions.

Le Réseau AKADEMIA est une plate-forme trans-européenne réunissant des universitaires européens de gauche dont l'objectif commun est de construire un contre pensée hégémonique s'opposant au néolibéralisme.

Groupe préparatoire :

- Elisabeth Gauthier : Direction de transform! europe
- Sigfrido Ramirez : Université de Copenhague, animateur du Réseau AKADEMIA
- Maxime Benatouil : Chargé de projet

Contact: benatouil@transform-network.net

Lieu : Espace Niemeyer
6 Avenue Mathurin Moreau (métro station « Colonel Fabien », ligne 2)
75019 Paris

Programme

10:00-13:00

Interventions d'ouverture :

Elisabeth Gauthier (transform! europe)

Marie-Christine Vergiat, députée européenne (GUE/NGL)

Évolution du projet de « Maison de l'histoire européenne »

Francis Wurtz (Membre honoraire du Parlement européen)

Le « fil rouge » : Premiers éléments pour caractériser la contribution des mouvements sociaux et de la gauche au processus d'intégration européenne. Quel rôle les mouvements sociaux et la gauche jouent-ils au XXème siècle (l'antifascisme, l'anticolonialisme, 1968, la résistance au néolibéralisme), et particulièrement dans le processus d'intégration européenne (1945-1992) ? Dans quelle mesure ces contributions reflètent-elles au niveau européen la lutte internationale entre la grande époque capitaliste et la nouvelle époque de la gauche?

Jean-Numa Ducange (Maître de conférences à l'Université de Rouen)

Intervention discutée par Gilles Pécout (Directeur du Département d'Histoire de l'Ecole Normale Supérieure ENS)

Discussion générale

13:00-14:30 : Pause repas

14:30-19:00

Les initiatives de commémoration nationale de 2014 concernant la Première guerre mondiale :
Quelle-s idée-s de l'Europe véhiculent-elles ?

Avec la contribution de Serge Wolikow (Professeur d'Histoire à l'Université de Bourgogne)

Discussion générale

Grandes lignes d'un document de travail

Sia Anagnostopoulou (Professeur à l'Université Panteion, Athènes)

Discussion collective sur le projet de document de travail et le travail à mener.

Annonce de la conférence de transform! Italia

22 février 2014

Une alternative Méditerranéenne pour une autre Europe

L'ancien axe franco-allemand sur lequel l'Union européenne actuelle s'est construite s'est progressivement vu dominé par les diktats du capital financier et de l'idéologie néo-libérale, ce qui a conduit à la crise économique et sociale actuelle et au manque de démocratie.

Les principales victimes de cette crise, perpétuée par les politiques d'austérité, sont les pays d'Europe de la Méditerranée et du Sud, avec leurs sujets les plus fragiles : les travailleurs, les jeunes, les femmes et les immigrants. Seule une nouvelle alliance entre eux pourrait permettre de régénérer l'Union européenne.

Il est donc nécessaire, pour corriger les déséquilibres et les asymétries qui ont conduit à un état de subordination perpétuelle croissante du Sud, notamment par rapport au modèle d'exportation allemand, de s'intéresser à une harmonisation à l'opposé des mesures « d'austérité », des « faire votre travail chez vous », des impositions de la Troïka.

Une harmonisation qui, à l'inverse, répond aux besoins de rééquilibrage économique et productif par l'alignement par le haut des normes sociales, la valorisation des atouts de la région, la promotion de la démocratie.

L'initiative que nous proposons sera un moment de confrontation et d'investigation sur ce scénario et les alternatives possibles, tout d'abord, pour tous les sujets, les critiques et les victimes de l'évolution en Europe du Sud, les pays méditerranéens et l'ensemble de l'Union.

Cette réflexion se développe deux points :

1. Les raisons structurelles des déséquilibres des écarts économiques et sociaux, l'usage arbitraire de la gouvernance européenne, l'hégémonie allemande pour frayer la voie d'une agression généralisée contre les droits sociaux, les constitutions qui les consacrent et les défendent, la Charte européenne des droits fondamentaux de 2007 ;
2. Les politiques économiques pour promouvoir les pays du Sud, la réalisation de leur potentiel, les orienter vers la promotion d'une nouvelle économie orientée vers l'environnement. Dans le même temps, les instruments gouvernementaux de l'Union doivent être profondément réformés afin de leur permettre d'instaurer de nouveaux niveaux de la démocratie et de l'intervention publique. La logique (plus ou moins) néo-colonialiste suivie jusqu'à présent envers les pays du sud de la Méditerranée, doit également être dépassée, en initiant, dans des espaces politiques et institutionnels déjà existants, une coopération renforcée et une communauté UE -MED qui la soutienne.

Nous vous proposons de travailler autour de quatre axes thématiques :

- a) l'Europe, les causes des déséquilibres structurels, les politiques de rééquilibrage ;
- b) Euro-Med de la zone de libre-échange à une éco-solidarité qui s'appuie sur une « méso – région », voire à travers la Constitution, d'ici la fin de 2014, d'une Communauté Med-UE ;
- c) Les migrants, les droits des personnes, des travailleurs masculins et féminins, notamment la liberté de circulation, le droit d'asile, la création de corridors humanitaires pour les personnes concernées par des actes de guerre ;
- d) Culture et droits dans le berceau méditerranéen, révoltes et révolutions pour la dignité.

Nous prévoyons la participation d'intellectuels, d'économistes, d'écologistes, de représentants des mouvements politiques de gauche et des mouvements sociaux, des syndicats, de l'économie équitable et de la finance équitable et éthique, l'engagement de la société civile et démocratique à la question du changement, des administrateurs locaux et des réseaux de municipalités, des écoles, des universités et instituts de recherche.

La conférence est organisée par transform! italia en collaboration avec *Altra Mente*, *Fondazione cercare Ancora* et *Sinistra Euromediterranea* et avec le soutien de transform! europe.

Pour plus d'informations : <http://transformitalia.wordpress.com/>

Lieu : Université La Sapienza de Rome, Aula del Chiostro - Facoltà di Ingegneria

Via Eurossiana 18

Programme

Horaire: 9.00-19.00

Des précisions seront apportées prochainement.

Conférence internationale

28 février – 01 mars 2014

La liberté d'information sous pression

Cet événement rassemblera plus de 30 intervenants internationaux (universitaires, professionnels des médias, des bibliothécaires, des experts de la culture ouverte et de l'espace public, des militants et des décideurs politiques) d'Autriche, de Bulgarie, d'Allemagne, de Grèce, d'Espagne, de Suède et du Royaume-Uni, et fera appel à une large discussion sur les enjeux de la liberté d'information à la lumière des récentes révélations concernant la surveillance, l'augmentation de la censure ainsi que les poursuites contre des médias, des journalistes et des lanceurs d'alerte en Europe et au-delà.

L'Université de Vienne, transform!at et l'Association des bibliothécaires critique (KRIBIBI) vous invitent à la conférence internationale « La liberté d'information sous pression. Contrôle - Crise – Culture », qui aura lieu à Vienne les 28 février et 1er mars 2014. L'initiative est soutenue par le maire de Vienne ainsi que par un certain nombre d'organisations, comme l'Association des journalistes européens, le Centre pour la liberté des médias de l'Université de Sheffield, l'Institut international de la presse et l'Université de Westminster. Transform! europe est l'un des principaux soutiens.

Cadre et thème de la conférence :

Nous connaissons une augmentation générale de la censure à l'égard des médias et du journalisme en Europe, où la liberté d'information est sous pression. Dans la crise qui frappe un pays comme la Grèce, par exemple, les journalistes sont souvent menacés et poursuivis par les institutions et organismes publics et privés. Un cas célèbre est celui du service public de diffusion grec, ERT, qui a été brutalement arrêté par le gouvernement grec, avec le licenciement de près de 2600 salariés provoquant un tollé international. Un autre cas est celui du journaliste d'investigation, Kostas Vaxevanis, poursuivi pour avoir publié ce qu'on a appelé la « liste de Lagarde », qui contenait plus de 2.000 noms de Grecs, soupçonnés d'avoir des comptes bancaires en Suisse.

Le droit d'accès à l'information peut favoriser la participation civique et politique des citoyens en élevant leur niveau de confiance à l'égard des institutions politiques et il peut permettre de

lutter contre des phénomènes tels que le lobbying et la corruption. Le libre accès à la connaissance publique et à la recherche universitaire est également crucial pour la formation continue du grand public et des professionnels, la promotion de la diversité culturelle et la préservation de la mémoire historique et collective. Mais les potentiels créés par l'accès à l'information et la connaissance du public sont entravés par divers obstacles, complexes, techniques et juridiques et leur succès dépend fortement de la volonté des gouvernements d'adopter des lois pour la transparence et l'accès à l'information, mais aussi de la capacité des citoyens à exiger ces conditions d'accès et à demander des comptes.

La conférence a pour objectif d'explorer les questions urgentes suivantes :

Quel est l'état des médias et de la liberté de journalisme actuellement en Europe ? Quelles sont les différences et les similitudes entre les pays européens ? Quelle est la relation entre les politiques de sécurité et de liberté de la presse ? Que savons-nous sur la surveillance électronique et pourquoi menace-t-elle la démocratie ? Quelle est la relation entre la sécurité, la vie privée, la protection des données et la surveillance ? Comment pouvons-nous tirer profit des nouvelles technologies de l'information et de la communication, sans renoncer à des Libertés fondamentales, comme le droit à la vie privée ? Comment les droits des créateurs peuvent-ils être obtenus sans entraver le progrès et l'échange culturel et scientifique ? Quel est le rôle des chercheurs, des éditeurs, des bibliothèques et des archives dans la promotion d'une culture libre de l'information et de la connaissance ? Quel rôle peut jouer une production entre pairs basée sur les communs dans la réforme des lois en vigueur sur les droits d'auteur ? Que faut-il faire pour que les processus de prise de décisions et leurs résultats en matière de politique et d'administration soit plus transparent ? Quels sont les défis pour les décideurs politiques, les ONG et les défenseurs des droits numériques, de la vie privée, de la liberté d'information et du libre accès ? Quelles sont les stratégies technologiques, juridiques, éducatives et politiques pour la résistance au développement des sociétés de censure, de surveillance et de contrôle ?

Le comité d'organisation est intéressé par les débats au travers de panels dynamiques et par le dialogue et le développement de synergies après l'initiative. En ouvrant l'initiative au grand public, la conférence a pour objectif de stimuler le débat public et de proposer un nouvel agenda sur les questions concernant la liberté d'information pour les décideurs, les professionnels des médias, les organisations et les acteurs de la société civile.

Organisation :

- L'événement est public, ouvert à tous et gratuit mais l'inscription est indispensable. Si vous souhaitez participer, vous pouvez vous inscrire ici. Un déjeuner léger, du café et des rafraîchissements seront servis.
- La langue officielle de la conférence sera l'anglais, l'interprétation simultanée depuis / et à d'autres langues sera organisée.
- La conférence sera filmée et partagée en ligne ultérieurement. Elle sera également diffusée en direct.

Site officiel: <http://freedom-of-information.info/>

Lieu : Kuppelsaal de l'Université de Technologie de Vienne
Karlsplatz 13, 1040 Vienne, 4ème étage

Contact:

Pour obtenir des renseignements en allemand: Peter Fleissner, Fleissner@arrakis.es

Pour obtenir des renseignements en anglais :
Dimitris Tsapogas : dimitrios.tsapogas@univie.ac.at

Programme

Le programme de la conférence est mis à jour régulièrement, s'il vous plaît nous rendre visite pour les dernières informations à : <http://freedom-of-information.info/>

Vendredi, 28 février 2014

14:00 – 14:30 : enregistrement

14:30 – 15:00 Intervention de bienvenue et d'ouverture

Walter Baier (Coordinateur de transform! europe)

Helmut Scholz (Membre du Parlement Européen, GUE/NGL)

15:00 – 15:45 Principale intervention

Gill Phillips (Directeur of Editorial Legal Service, The Guardian, Royaume Uni)

15:45 – 16:15 Intervention en plénière

Augustine Zenakos (journaliste d'investigation, Revue UNFOLLOW, Grèce)

Mariniki Alevizopoulou (journaliste d'investigation, Revue UNFOLLOW, Grèce)

16:15 – 16:30 Pause café

16:30 – 18:30 Panel Discussion « Media et journaliste sous pression »

Modérateur: Eric Frey (Editeur, Der Standard, Autriche)

William Horsley (représentant de Media Freedom, Association des journalistes européens)

Barbara Trionfi (Directeur de Press Freedom, Institut International de la Presse)

Susanne Scholl (journaliste, Autriche)

Kostas Arvanitis (journaliste, Grèce)

Stanka Tosheva (Rédacteur en Chef de Capital, Bulgarie)

Harald Schumann (journaliste d'investigation, Allemagne)

18:30 - 19:00 Intervention de clôture de la plénière

Erich Möchel (Journaliste, ORF, Autriche)

Samedi, 1^{er} mars 2014

10:00 – 10:30 Intervention en plénière

Christian Fuchs (Professeur de medias sociaux, Université de Westminster, GB): « Medias sociaux, Internet, (absence de) Liberté et sphère publique en temps de crise »

10:30 – 12:30 Panel Discussion “Surveillance et dénonciation”

Modérateur: Dimitris Tsapogas (universitaire, Université de Vienne, Autriche)

Minas Samatas (Professeur, Université de Crète, Grèce)

Miyase Christensen (Professeur, Université de Stockholm, Institut royal de Technologie, Suède, London School of Economics, GB)

Sebastian Sevigniani (Universitaire, Université de Iena, Allemagne)

Christian Fuchs (Professeur de Medias sociaux, Université de Westminster, GB)

12:30 – 13:30 Déjeuner

13:30 – 14:00 Intervention en plénière

Joachim Losehand (universitaire, VIBE!at, Autriche)

14:00 – 15:30 Panel Discussion “Droit d’accès à l’information et connaissance publique”

Moderateur : à venir

Nikolaus Hamann (Bibliothèques publiques de Vienne, KRIBIBI, Autriche)

Josef Barth (Transparenzgesetz, Autriche)

Antonis Broumas (Avocat à la Cour, Réseau libération numérique, Grèce)

Lisa Schilhan (VÖB, Université de Graz, Autriche)

Markus Blümel (Académie Sociale Catholique, Autriche)

15:30 – 15:45 Pause café

15:45 – 16:15 Intervention en plénière

George Katrougalos (Professor, Democritus University of Thrace, Greece)

16:15 – 18:15 Panel Discussion “Reform: Policy and Advocacy”

Moderator: Marianne Schulze (Liga für Menschenrechte, Autriche)

Jaqueline Harrison (Professeur, Centre for Freedom of the Media, GB)

Spideralex (Hacktiviste, Catalogne)

Kostas Efimeros (Editeur, The Press Project, Grèce)

Arne Hintz (Maître assistante, Université de Cardiff, GB)

Andreas Krisch (Avocat, Droits numériques Européens, Belgique)

George Katrougalos (Professeur, Université Démocrite de Thrace, Grèce)

18:15 – 18:30 Pause café

18:30 – 19:00 Intervention en plénière

Wolfgang Hofkirchner (Professeur, Université de Technologie de Vienne, Autriche)

19:00 – 19:15 Conclusions

Peter Fleissner (Président de transform!at, Autriche)

Conférence internationale

15 mars 2014

Plus d’alternatives à la croissance

Transform! Danmark existe depuis environ deux ans et c'est la troisième conférence internationale organisée par le réseau, dans la poursuite de son travail pour contribuer à développer des alternatives à gauche.

La conférence de mars va prolonger le thème de la conférence l'année dernière, « Alternatives à la croissance ». La conférence 2013 s'est intéressée aux alternatives écologiques et équitables à la pensée économique environnementale dominante afin de favoriser la compréhension de la nécessité de briser la logique capitaliste néolibérale et promouvoir une transformation systémique.

Lors de la conférence de cette année, nous souhaitons présenter et discuter des réponses politiques et pratiques concrètes dans la perspective d'alternatives à la croissance. Nous mènerons une discussion sur l'écosocialisme, avec un accent particulier sur les questions alimentaires, la terre et l'eau.

Programme

9:30 Enregistrement

10:00-10:15 Bienvenue

10:15-11:00 Walden Bello, membre de la Chambre des représentants des Philippines (en lien avec l'atelier de l'après-midi sur les alternatives à la mauvaise utilisation des terres, de l'eau et de la nature)

11:00-11:45 Anabela Lemos, JA! Justiça Ambiental/FOE Mozambique (en lien avec l'atelier de l'après-midi sur les questions d'utilisation des terres, la réforme agraire et l'accaparement des terres)

11:45-12:30 Tom Kuchartz, Ecologistas en Acción, Espagne (en lien avec l'atelier de l'après-midi sur le libre-échange comme force destructrice face aux alternatives à la croissance)

12 heures 30-13h30 déjeuner

13:30-14:30 Ateliers parallèles :

Alternatives à la mauvaise utilisation des terres, de l'eau et de la nature

Questions de l'utilisation des terres, l'accaparement des terres et la réforme agraire

Le libre-échange comme force destructrice face aux alternatives à la croissance

14h30-15h00 Pause café

15h00-16h00 Des responsables politiques ayant de l'expérience dans le domaine de l'intégration socio-environnementale proposent des solutions politiques concrètes :

Corinne Morel Darleux, conseillère régionale et secrétaire à l'environnement, Parti de Gauche, France

Trine Henriksen, Alliance rouge-verte, Danemark

Maria Gjerding, Alliance rouge-verte, Danemark

Ayfer Baykal, le Parti populaire socialiste, le Danemark (à confirmer)

16h00-16h15 : Pause café

16:15-18:00 Panel, discussion et court tour d'horizon

Il peut encore y avoir des changements de programme.

Des informations plus détaillées concernant les conférenciers et leurs contributions sont à venir : www.transformdanmark.dk

Lieu : Lager, Post og Service ; Peter Ipsens Alle 27 ; 2400 Copenhague NV

Inscription jusqu'au 10 mars par e-mail : transform.denmark@gmail.com

Frais de participation : 100 DKK (payés à l'entrée)

www.transformdanmark.dk

Langue de la conférence : Anglais

Conférence mondiale gauche-verte sur l'avenir de l'Union
28 - 29 mars 2014 Helsinki

Une autre UE : Au-delà de la dimension sociale de l'UEM

Le 2 octobre 2013, la Commission a publié un document exposant les contours bruts pour une plus grande intégration et le renforcement de l'UEM en instaurant une « dimension sociale ». L'idée a été débattue dans le passé. Cette fois, il s'agit aussi de répondre à la crise de l'euro et à la hausse des forces nationalistes. Alors que l'Union est menacée par la fragmentation, l'intégration a besoin de se donner un « visage humain ».

Bien qu'il soit possible de réparer les effets anti-sociaux de l'austérité et de la compétitivité en termes de « dimension sociale » distincte, les effets seront assez minimes si les institutions et les politiques de l'Union politico-économiques restent intactes. En outre, l'Union ne constitue qu'une partie de l'économie politique mondiale. Les mêmes écarts, déséquilibres et contradictions y sont répétés sur une plus grande échelle. Le point de départ de la conférence d'Helsinki est que des changements profonds sont nécessaires.

Jusqu'à présent, les discussions initiées par la Commission - ont porté sur divers indicateurs et d'éventuels stabilisateurs automatiques et, plus ambitieux, un régime d'indemnisation du chômage avec de véritables conséquences fiscales. Le rapport de la Commission montre que les propositions ambitieuses ne peuvent pas être mises en œuvre sans révision du traité de base de l'UE. Ouvrons la boîte de Pandore : comme dans la mythologie grecque, au fond se trouve le souffle de l'espoir ! Les forces progressistes en Europe exigent, cependant, une vision ambitieuse, attrayante et largement partagée au sujet de la nouvelle conception institutionnelle requise pour l'Union. Il n'y a pas de politique sans la volonté et la capacité d'imaginer des institutions alternatives et sans la transmission de ces utopies concrètes.

Nous devons aussi dépasser toutes les formes d'eurocentrisme. La crise de l'euro est, par essence, une deuxième phase de la récession épique qui a débuté en 2008-9. En outre, les fondements idéologiques ou les contradictions inhérentes à l'UEM ne sont pas propres à l'UEM seulement. Comme les ambiguïtés et les déséquilibres similaires caractérisent aussi la dynamique de l'économie politique mondiale dans son ensemble, toute réponse raisonnable à la crise de l'euro implique des réformes des systèmes de gouvernance mondiale. Nous ne pouvons plus penser que Cosmopolisme signifie un ordre européen ou occidental spécifique.

Thèmes abordés lors de la Conférence d'Helsinki :

- La solidarité sociale en Europe et dans le monde, par exemple par le salaire minimum, des allocations de chômage, un revenu de base, l'éducation gratuite et d'autres formes de sécurité sociale.
- La politique budgétaire européenne, avec un financement de la banque centrale, les impôts, le budget de l'Union, les investissements publics, des stabilisateurs et d'autres mécanismes contracycliques.
- La démocratie en Europe et dans le monde : comme il n'existe pas de modèle qui épuiserait les possibilités démocratiques, de nouvelles possibilités pratiques et institutionnelles doivent être explorées pour rendre légitime toute communauté politique à venir, en gardant à l'esprit que les possibilités humaines peuvent différer de celles qui sont imaginées à l'Ouest.
- Keynésianisme mondial : comment concevoir l'offre de monnaie dans le système mondial, équilibrer les excédents et les déficits sur une base équitable, et orienter la formation, la composition et la répartition de la croissance économique mondiale ?
- Responsabilité éthico-politique des Verts : comment rendre la Terre durable à long terme par l'auto-régulation réflexive humaine afin de maintenir des conditions climatiques et biogéochimiques favorables à la vie ?
- De nouvelles formes d'action politique : comment répondre aux critiques à l'égard des partis existants et cultiver la philosophie critique pluraliste de la société civile en termes d'alliance - de parti – de formation mondiales démocratiques, aussi et surtout, à des fins alter-hégémoniques ?

La conférence sera organisée par le left Forum de Finlande, le Parti de la Gauche européenne et Attac Finlande, en coopération avec transform! europe.

La participation est gratuite.

Lieu :

28.3 : Valkoinen sali, Aleksanterinkatu 16-18

29.3 : Vanha ylioppilastalo, Mannerheimintie 3

Programme

Ce séminaire sera composé de séances plénières, le 28 mars et d'ateliers le 29 mars.

Le programme se déroulera de 10:00 à 18:00, les deux jours.

Les conférenciers invités sont : Fernando Iglesias, Trevor Evans, Laura Horn, John Weeks, Stanislas Jourdan, Heikki Patomäki, et Erkki Laukkanen.

De plus amples détails seront annoncés bientôt sur : <http://altereu.wordpress.com>

Retenez la date !

23 - 27 juillet 2014, Werbellinsee près de Berlin

9ème université d'été du Parti de la gauche européenne

Une fois par an, le parti de la Gauche européenne et transform! organisent une université d'été qui rassemble de jeunes militants et des membres de partis et de mouvements sociaux pour plusieurs jours de débats sur les problèmes politiques et sociaux du moment.

L'université d'été développe l'échange d'informations et d'expériences entre les divers pays européens. Dans les ateliers et séminaires, les participants débattent des politiques et des initiatives pour la construction d'une Europe alternative

Programme :

Il sera annoncé au printemps